

ÇA VA PAS LA DETTE !!!

La dette publique est devenue l'argument pour imposer l'austérité aux peuples. Au mépris de la démocratie, les financiers imposent les plans de licenciements, la baisse des salaires, la casse des services publics, des acquis sociaux et des retraites.

Nous sommes des citoyen(ne)s de Besançon et environs constitué(e)s en Collectif, soutenu par des associations, des partis politiques et de syndicats, qui veulent comprendre les enjeux autour de la dette et agir pour combattre la dictature de la finance.*

LA DETTE N'EST PAS UNE FATALITE MAIS LE RESULTAT DE DECISIONS POLITIQUES...

L'État de plus en plus pauvre !

Trop de dépenses publiques de l'État ? Faux ! elles sont en baisse constante depuis 25 ans par rapport à la richesse créée... comme les recettes : les politiques ont volontairement creusé le déficit en offrant des cadeaux fiscaux et sociaux aux plus riches et aux grandes entreprises.

L'État soumis aux marchés financiers !

Depuis 1973, l'État ne peut plus emprunter à la banque de France, ni maintenant à la Banque centrale Européenne. Ce sont les banques privées, après s'être financées auprès de la BCE à des taux très faibles, qui prêtent aux États à des taux plus élevés, fixés par les marchés et leurs agences de notation non démocratiques.



La fraude fiscale sport international !

La mondialisation financière et la rapidité des échanges favorisent la fraude fiscale plus coûteuse pour le budget de l'État que les fraudes aux prestations sociales tout aussi condamnables.

La spéculation contre l'économie réelle !

Les politiques libérales ont choisi de déréglementer les marchés des capitaux, des changes, des taux d'intérêt. Les financiers peuvent spéculer aujourd'hui sur les dettes publiques, pour la recherche du profit à tout

... **FINALEMENT, NE SERAIT-CE PAS PLUTÔT LEUR DETTE ?...**

**Collectif Citoyen Contre l'Épouvantail la Dette : des citoyens et des indignés soutenus par ATTAC, AC ! Désobéissants, Ligue des Droits de l'Homme, FSU, Solidaires, Alternatifs, PG, NPA.*

ET IL FAUDRAIT PAYER LEUR DETTE ?...

En principe, il n'est pas anormal qu'un pays emprunte, et donc s'endette, pour préparer l'avenir. Mais aujourd'hui la dette est devenue l'instrument au service de la domination des États et de leurs peuples par le capitalisme financier. Face à une montée inexorable de son montant, la dette est passée de 14% du PIB * en 1974 à 82 % en 2010 - la seule réponse des libéraux est l'austérité encore, l'austérité toujours, sans résultat comme en Grèce...

Comme s'il n'y avait rien d'autre à faire ?...

(*PIB = Produit Intérieur Brut ; ensemble des richesses produites dans l'année. PIB 2010 = 1 750 Milliards d'euros)

Notre État de plus en plus pauvre!

La France petit paradis fiscal...pour les riches : cadeaux fiscaux, niches fiscales (110 milliards d'euros en 2010 !) et exonérations de cotisations sociales (30 milliards en 2010 !). Soit 140 milliards de perdus alors que le déficit est de 110 milliards ! De qui se moque-t-on ?

-> *Ne faut-il pas une grande réforme fiscale pour réduire les écarts de revenu et de patrimoine, pour taxer les revenus financiers et les entreprises qui n'investissent pas, pour redonner à l'État les recettes confisquées depuis des années et engager d'autres choix pour l'avenir ?*

L'État soumis aux marchés financiers!

Depuis 1974, 1 200 milliards d'euros de payer, rien que pour les intérêts de la dette ! Au plus grand bénéfice des banques et des spéculateurs qui engrangent grâce à des taux d'intérêt en ce moment élevés (4% pour la France) ou insoutenables (40% pour la Grèce !).

-> *Ne faut-il pas redonner aux banques centrales le droit de prêter directement aux États pour sortir la dette des mains des marchés financiers ? N'est-il pas temps de refonder la Banque Centrale Européenne et l'Euro dans une tout autre politique sociale, écologique et démocratique ?*

La fraude fiscale sport international!

Elle représente entre 40 et 50 milliards d'euros par an ! Au lieu de mettre fin aux paradis fiscaux, Sarkozy s'en prend aux fraudeurs sociaux qui ont détourné environ 800 millions d'euros, soit 1% des prestations sociales versées en 2009...

-> *Ne faut-il pas contrôler la circulation des capitaux et taxer enfin et vraiment les transactions financières ? N'est-il donc pas temps de coordonner les politiques fiscales entre les pays, en commençant à l'intérieur de l'Union Européenne, pour la transparence des activités des banques et des entreprises multinationales ? Bref, une coopération libre et non faussée !...*

La spéculation contre l'économie réelle!

Les banques ont un rôle essentiel dans l'économie. Sauvées lors de la crise financière de 2008 par l'intervention des États, elles continuent leurs activités le plus souvent pour la seule rentabilité financière de court terme, au mépris des besoins sociaux et écologiques.

-> *Ne faut-il pas instaurer le contrôle public des banques et rendre la création monétaire comme un bien public orienté uniquement vers l'intérêt général ? Ne faut-il pas interdire tous les produits financiers qui parient sur le cours des biens essentiels ou sur les pertes d'autrui ?*

JEUDI 26 JANVIER à 20 h local AC ! 2 place V. Hugo : prochaine réunion du Collectif

MERCREDI 8 FEVRIER à 17 h 30 : rendez-vous kiosque Granvelle -BESANCON

OPERATION « BANKSTERS »

Collectif Citoyen contre l'Épouvantail de la Dette - courriel : collectif.dette.besac@gmail.com

Site national : www.audit-citoyen.org/